

Le temps des « Prochains 13 »

■ Les Dragons, les BRIC, les « Prochains 13 »...	1
■ Les « Prochains 13 »	2
- Après les BRIC...	2
- Une forte hétérogénéité bancaire	5
■ Les Prochains Défis	7
- Les tensions politiques	7
- La question de l'électricité	9
- La question de l'eau	10

Les Dragons, les BRIC, les « Prochains 13 »...

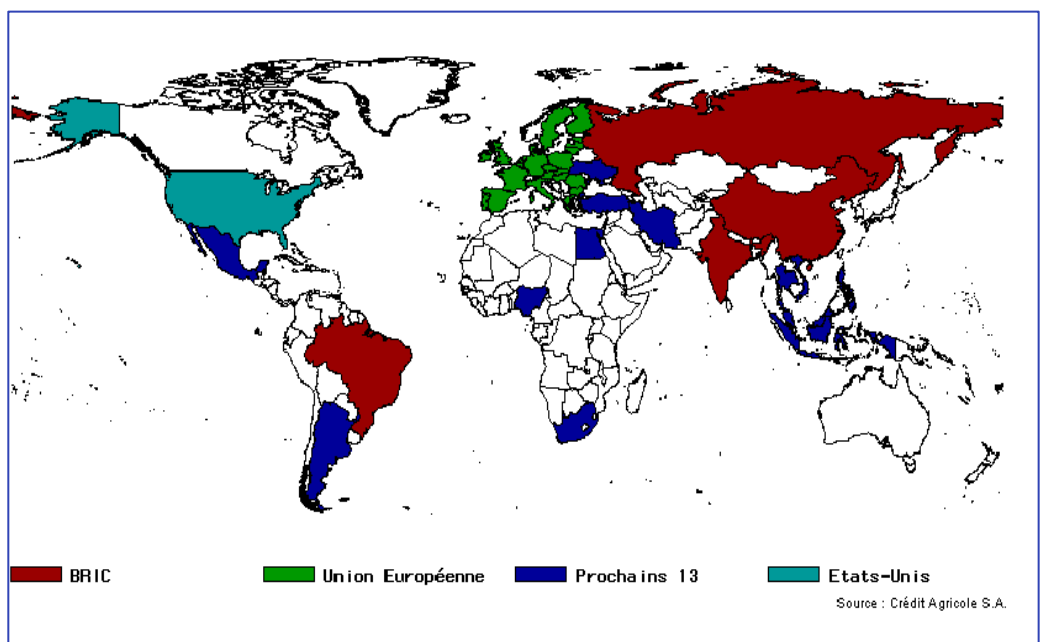
Il y a eu d'abord les Dragons asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan) entre les années 60 et les années 90. Ces pays ont fait preuve d'un dynamisme économique sans précédent durant cette période, un dynamisme d'abord fondé sur l'essor des exportations. Il y a ensuite le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (les BRIC) depuis le début de la décennie. La Chine connaît une croissance de 9,8 % par an (en moyenne) depuis 2000, l'Inde de 7 %, la Russie de 6,9 % et le Brésil de 3,8 %. Ces quatre ont également consolidé leur assise financière, surtout la Chine et la Russie, qui cumulent, à eux deux, près des deux tiers des réserves de change des émergents, soit 2000 mds USD. Qui suivra demain ?

La décennie qui vient verra apparaître d'autres pays émergents, et pas seulement d'Asie. Avec

importateurs. Certains ont un secteur industriel, et manufacturier, relativement bien diversifié et

évidence, ils seront plus nombreux, plus différenciés et plus risqués. Selon nous, treize pays peuvent former ce nouveau groupe : l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Mexique, le Nigeria, les Philippines, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et le Vietnam. Ce sont les Prochains 13. Ils font l'objet du premier article de ce dossier.

Ils sont évidemment moins riches. Certains sont producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz, d'autres en sont



compétitif, d'autres pas. Certains profitent d'une rapide croissance du crédit bancaire, d'autres pâ-tissent de son atonie. Tous présentent un potentiel de croissance et de développement important.

Des défis attendent les « Prochains 13 », cependant. Ils sont bancaires et financiers. Ils sont politiques et sociaux. Ils sont énergétiques et environnementaux. Ils sont démographiques et liés à l'eau. Ils sont donc nombreux, et s'entrecroisent dans un monde de plus en plus interdépendant. Autrement dit, c'est le développement durable de l'ensemble du monde émergent qui est en question, pas uniquement celui des Prochains 13.

Le second article détaille trois de ces défis. Il est

question de haute tension politique en Argentine, au Nigeria et en Iran, mais aussi de basse tension électrique en Afrique du Sud, en Indonésie et au Nigeria. En Egypte, au Mexique et au Nigeria, l'eau fait défaut et appelle à des réformes agraires pour assurer la sécurité alimentaire. ■

Sylvain LACLIAS

01 43 23 65 55

sylvain.laclias@credit-agricole-sa.fr

Les « Prochains 13 »

Aux suivants ! Au début ils étaient quatre : B pour Brésil, R pour Russie, I pour Inde et C pour Chine. Quatre initiales. Aujourd'hui, les BRIC sont dans l'esprit de tous. Leur poids économique est manifeste, et plus encore leur résistance (bien utile) aux chocs financiers. Une relève s'annonce : ils seront désormais treize, à suivre. Ce sont les émergents de demain. Certains pointent comme une évidence, d'autres moins. Tous ont un réel potentiel de développement.

Après les BRIC...

Penser le monde émergent aujourd'hui revient à penser BRIC. Il faut dire que la somme du PIB du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine s'est élevée à 6 858 mds USD l'an passé selon le FMI, dont près de la moitié pour la seule Chine. Voilà presque 13 % du PIB mondial et 47 % du PIB des pays émergents et en développement. Voilà encore 2,78 milliards d'habitants, surreprésentés par les Chinois et les Indiens. Autrement dit, les BRIC pèsent nettement dans le paysage économique mondial. Ce sont des marchés incontournables, importants et surtout résistants.

Mais le monde émergent ne s'arrête pas ici. Peu ou pas visibles aujourd'hui, d'autres pays émergents vont compter demain. Parmi eux, l'Afrique

Vietnam retiennent l'attention. Ce sont les Prochains 13 ou tout au moins treize parmi les prochains émergents de poids. Hétérogènes par la structure de leurs économies (certains sont producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz, d'autres importateurs nets), leur niveau de développement humain, la qualité de leur gouvernance et bien d'autres points encore, ils partagent un fort potentiel de croissance.

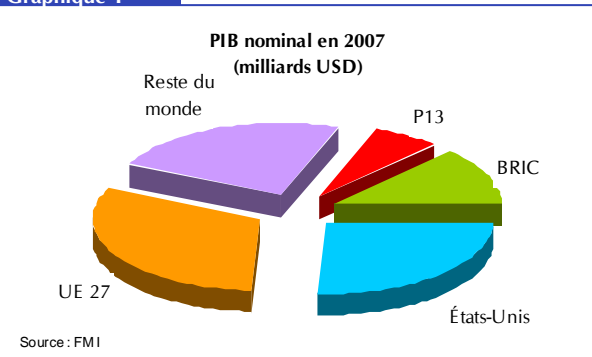
Deux éléments sous-tendent ce choix : le PIB et la taille de la population, c'est la base du potentiel. Ces treize ont en effet totalisé un PIB de 3 567 mds USD en 2007, soit 6,7 % du PIB mondial (cf. graphique 1) et 24 % du PIB des pays émergents et en développement. Côté population, ils regroupent 1,08 milliard d'habitants, c'est-à-dire 16,8 % de la population mondiale. **Mais il faut savoir comment cette base va se transformer, pour devenir développement.** Que nous dit donc la théorie économique ?

Les sources de la croissance des Prochains 13

Qu'elle soit d'inspiration classique ou keynésienne, elle s'est plus penchée sur les conditions d'une croissance régulière, équilibrée et de plein emploi que sur ses sources mêmes¹. Longtemps, elle a été considérée comme relevant de facteurs exogènes ou supposés comme tels, comme la

1. Voir les modèles de référence néoclassiques (R.-M. Solow, "A Contribution to the Theory of Economic Growth", Quarterly Journal of Economics, 1956) et keynésien (E.-D. Domar, "Expansion and Employment", American Economic Review, 1947 ; R.-F. Harrod, "Towards a Dynamic Economics", Mac Millan, 1948).

Graphique 1



du Sud, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Mexique, le Nigeria, les Philippines, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et le

croissance démographique, le *trend* du progrès technique et la disponibilité des ressources naturelles non renouvelables. En effet, en raison des rendements décroissants des facteurs de production, toute politique économique visant à accélérer le processus d'accumulation ne peut qu'avoir un effet transitoire dans les modèles de croissance exogène.

C'est au cours des années 1980, quand l'hypothèse d'un progrès technique indépendant des conditions initiales de production, c'est-à-dire des stocks de capital et de travail, est de plus en plus difficile à soutenir, que les travaux de recherche relatifs à la croissance endogène se développent. Il s'agit d'expliquer le progrès technique, donc le phénomène de croissance, par des facteurs propres au système économique lui-même, autrement dit de façon interne². La théorie économique de la croissance intègre les concepts de rendements d'échelle croissants, et des externalités³ pour les expliquer, de capital humain, de phénomènes d'apprentissage et d'expérience, ou encore de progrès technique croissant avec la dépense publique (notamment en recherche et en capital humain).

La croissance de long terme n'apparaît plus uniquement commandée par des facteurs exogènes, notamment par l'évolution du taux d'activité⁴, même si elle reste déterminante. D'ailleurs, selon le principe du créneau démographique, toute transition démographique, en s'accompagnant d'une hausse du taux d'activité, engendre un surplus de croissance. Le miracle économique asiatique et la forte croissance des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est entre 1965 et 1990 trouvent, en partie là, leur explication⁵.

Elle l'est aussi par l'investissement dans la recherche et le développement, dans la formation, l'éducation et plus généralement la diffusion des connaissances et par les infrastructures. En générant des externalités positives, toutes les dépenses dans ces domaines « font » la croissance en même temps qu'elles « sont » la croissance. Et puisqu'elles ont un rendement privé inférieur au rendement collectif, c'est-à-dire que l'équilibre de marché ne correspond pas à l'optimum social, l'Etat retrouve une légitimité dans les rouages de la croissance économique en les prenant, tout ou partie, en charge. L'action des pouvoirs publics, en particulier par le biais des politiques structurelles, peut influencer alors sur le rythme de croissance à long terme.

Ce point conduit à la « nouvelle économie des institutions », dont l'objet principal est de replacer

le champ économique dans un contexte plus large, politique, social et historique. En effet, les agents économiques interagissent et coordonnent leurs actions selon des règles formelles et informelles que cette approche désigne sous le terme générique d'institutions. Pilier de ce courant, D. North définit les institutions comme « *les règles du jeu présentes au sein d'une société ou, plus formellement, les contraintes conçues par l'homme qui structurent les interactions humaines. Elles sont composées des règles formelles (loi de statut, droit coutumier, règlements), des contraintes informelles (conventions, normes de comportement, et les règles de conduite que l'on s'impose soi-même), et de leurs caractéristiques d'application* »⁶. Dès lors, l'analyse des comportements économiques individuels et des mécanismes économiques ne peut s'affranchir de la connaissance, ni de la compréhension, des institutions.

Il faut introduire ici le concept de coûts de transaction. En postulant une rationalité limitée⁷ et des marchés imparfaits, toute transaction sur un marché a un coût plus ou moins important, lié à la recherche d'informations, aux biais comportementaux des agents (choix non pleinement rationnels, opportunisme), ou encore au manque de transparence. Les acteurs économiques peuvent alors instaurer des mécanismes institutionnels visant à réduire ces coûts. Ainsi, pour D. North, qui fait entrer ce concept en économie du développement, les institutions, en modifiant les coûts de transaction, peuvent réguler les échanges et rendre plus ou moins aisé leur développement, et plus largement la croissance et le développement économique. Pour lui⁸, **ce sont même les différences d'institutions qui constituent l'explication fondamentale des disparités en matière de dynamique et de performances de long terme des économies.** Un meilleur environnement institutionnel est donc essentiel au développement économique, en distinguant bien sûr les institutions économiques, relatives aux droits de propriété et de contrats, des institutions politiques, qui sont elles relatives à l'application de ces droits. C'est ainsi que S. Borner, F. Bodmer et M. Kobler⁹ s'avancent à définir la qualité des institutions par un Etat « fort » et « engagé », capable de définir « *un ensemble de droits de la propriété et de droits contractuels* », de les appliquer et de les faire respecter.

2. Voir les travaux de P. Romer ("Increasing Returns and Long-run Growth", *Journal of Political Economy*, octobre 1986 et "Endogenous technological change", *Journal of Political Economy*, octobre 1990) et de R. Lucas ("On the Mechanics of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, 1988).

3. Dans la théorie néo-classique, des rendements croissants, en conduisant à une situation de monopole, ne peuvent s'accorder avec la notion de concurrence pure et parfaite. L'introduction d'externalités, selon lesquelles les rendements sont constants au niveau individuel mais croissants au niveau global, permet de contourner cette incompatibilité.

4. Part de la population active (15 à 65 ans), occupée et au chômage, dans la population totale.

5. D. Bloom et J. Williamson, "Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia", *World Bank Economic Review*, 1998.

6. D. North, "Institutions matter", 1994.

7. Les agents économiques ont un comportement rationnel, mais limité par les capacités cognitives et la disponibilité des informations.

8. Voir D. North et R. Thomas, "The Rise of Western World: a New Economic History", 1973 et D. North, "Institutions, Institutional Change and Economic Performance", *Cambridge University Press*, 1990.

9. S. Borner, F. Bodmer et M. Kobler, « L'efficacité institutionnelle et ses déterminants : Le rôle des facteurs politiques dans la croissance économique », *OCDE*, 2002.

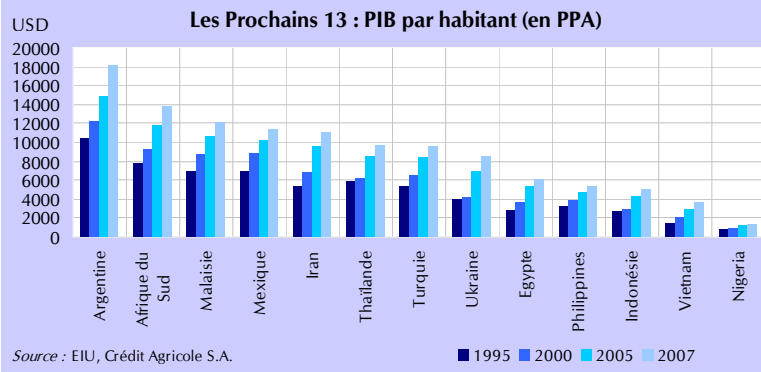
Tableau 1

Les Prochains 13 : PIB et population

	PIB nominal en 2007 (mds USD)	Population en 2005 (mns d'hab.)
Mexique	886.4	104.3
Indonésie	410.3	226.1
Argentine	248.3	38.7
Iran	278.1	69.4
Turquie	482.0	73.0
Thaïlande	225.8	63.0
Afrique du Sud	274.5	47.9
Philippines	141.1	84.6
Ukraine	131.2	46.9
Égypte	127.9	72.8
Malaisie	165.0	25.7
Vietnam	69.2	85.0
Nigeria	126.7	141.4
Total	3567	1079
en % du monde	6.7	16.8

Source : FMI, Banque mondiale

Graphique 2



La littérature sur la croissance économique est vaste, évidemment loin d'être achevée et pleine de controverses. De ce rapide passage en revue, se dégagent néanmoins plusieurs facteurs explicatifs de la croissance sur lesquels il est aujourd'hui difficile de faire l'impasse.

Un indice composite a été calculé sur la base de ces facteurs : PIB en PPA, taux d'épargne (en % du PIB), croissance prévisionnelle de la population active, niveau de dépenses en recherche et développement (en % du PIB), indice d'éducation (source PNUD), indice d'espérance de vie (source PNUD), note politique (source Crédit Agricole). Le choix des Prochains 13 s'appuie sur cet indice, qui peut être qualifié d'indice de potentialité. Dans l'ordre décroissant, il classe le Mexique, l'Indonésie, l'Argentine, l'Iran, la Turquie, la Thaïlande, l'Afrique du Sud, les Philippines, l'Ukraine, l'Égypte, la Malaisie, le Vietnam et le Nigeria aux premières places.

Indice de Potentialité et les Prochains 13

En 2007, la croissance moyenne des 13 pays considérés a affiché le chiffre de près de 7 %. Leur PIB agrégé a été multiplié par trois depuis

teindre à présent un PIB significatif (cf. tableau 1). L'Argentine affiche d'ailleurs les plus forts taux de croissance ces dernières années, devant le Vietnam qui suit avec quelques décennies de retard le chemin ouvert par la Chine. Le Mexique ferme la marche. En 2008, la croissance pourrait de nouveau approcher 7 %, même s'il faut encore rester prudent quant à l'impact du ralentissement américain sur l'économie mondiale. Le FMI, pour sa part, estime qu'en dépit du ralentissement de la croissance mondiale de 4,9 % en 2007 à 4,1 % cette année, le monde émergent continuera de croître à un rythme soutenu, ces économies bénéficiant d'un fort *momentum* de leur demande intérieure et d'un cadre macroéconomique plus discipliné, donc plus résistant.

Si l'on raisonne en PIB par habitant en dollars (à parité de pouvoir d'achat), on trouve une évolution marquée, surtout à partir de 2000 (cf. graphique 2). En 2007, l'ensemble de ces pays disposent ainsi d'un PIB par habitant en PPA de 7 250 USD en moyenne, ce qui n'en fait clairement plus des pays sous-développés. L'Argentine est d'assez loin le pays qui a la plus forte richesse par habitant, ce qui était d'ailleurs déjà le cas en 1995. Au second rang du classement, on trouve l'Afrique du Sud, bien avant le Mexique et la Turquie.

En outre, la situation financière extérieure de ces pays s'est considérablement renforcée depuis quelques années. La hausse du prix des matières premières a donné un sérieux coup de pouce. Mais il faut ajouter que ces pays sont pleinement engagés dans la mondialisation. A l'instar des nouveaux pays industrialisés (NPI), ils fondent bien souvent leur essor sur le développement du commerce extérieur. Depuis une quinzaine d'années, la plupart d'entre eux ont connu une croissance spectaculaire de leurs exportations (cf. tableau 2). Le Mexique, par exemple, a vu ses exportations progresser de 620 % en 17 ans. On doit y voir les effets de l'Accord de libre-échange nord américain (Aléna), même si le Mexique cherche de plus en plus à diversifier ses exportations au-delà des États-Unis. La Turquie n'est pas en reste, et le rapprochement avec l'Europe a déjà produit des effets tangibles. Au final, un commerce extérieur florissant plus un afflux croissant de capitaux étrangers, notamment sous forme d'investissements directs, ont entraîné une forte augmentation des réserves de change.

Tableau 2

Les Prochains 13 : exportations (mns USD)

	1990	1995	2000	2005	2007
Argentine	12354	21162	26341	40387	53250
Afrique du Sud	nd	30085	31998	55372	70670
Egypte	4250	4609	7078	18455	23155
Indonésie	26807	47454	65406	86995	116000
Iran	13081	18360	28461	60012	74079
Mexique	26807	47454	65406	86995	166000
Malaisie	28806	71767	98429	142220	168500
Nigeria	nd	11734	23761	53139	60525
Philippines	8186	17447	37347	40263	48410
Thaïlande	22811	55447	67889	109193	151050
Turquie	13026	21975	31327	76950	111100
Vietnam	nd	nd	nd	32442	48734
Ukraine	nd	14244	15722	35024	41900

Source : FMI, Banque mondiale

Une forte hétérogénéité bancaire

L'aspect bancaire n'a pas été intégré dans l'indice composite. Les banques participent pourtant au financement de la croissance et du développement économique. Il est donc primordial pour les Prochains 13 qu'elles puissent assurer cette fonction de façon satisfaisante à l'avenir, même si tel n'a pas toujours été le cas jusqu'à présent. Une observation rapide en matière de développement des systèmes bancaires des Prochains 13 nous indique que l'échantillon est fortement hétérogène. Quels sont les éléments qui permettent d'expliquer ces variations entre pays ? Peut-on définir une typologie bancaire des Prochains 13 ?

Un développement différencié

Le développement bancaire des Prochains 13 est corrélé à leur développement économique mesuré par le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA). Le graphique 3 met en avant ce lien, vérifié quel que soit l'échantillon de pays retenus. En pointillé apparaît la droite de régression pour les Prochains 13. Elle représente le niveau de développement bancaire, tel qu'il est « prédit » par le niveau de richesse du pays.

● Développement bancaire et croissance économique : l'interdépendance

Le sens de la causalité entre le développement du système bancaire d'un pays et sa croissance économique n'est pas évident. L'effet revenu vient s'ajouter à la dynamique du crédit : plus une population s'enrichit, plus elle demande de produits financiers diversifiés. Inversement, l'augmentation du crédit est associée à une hausse du niveau de l'investissement et de la consommation privée, principaux moteurs de la croissance économique.

● Etat de droit et inflation expliquent la distance à la courbe de tendance

Les pays situés en dessous (au-dessus) de la courbe de tendance ont un développement bancaire moins (plus) important que ne le laisserait présager leur situation économique. Il ressort de l'analyse économétrique¹⁰ que deux variables permettent de comprendre ces distances : l'Etat de droit¹¹ d'une part, et l'inflation d'autre part (cf. tableau 3). Un niveau minimum d'Etat de droit semble en effet nécessaire au décollage d'un système bancaire. Le crédit étant avant tout un contrat, le droit des créanciers est un élément essentiel au développement de l'offre de crédit. L'inflation est ici introduite comme une approximation du degré de stabilité économique. Un pays à l'environnement instable ne rassure pas les

banques, ni ne les renforce. Ces dernières diminuent alors les crédits accordés, ceci d'autant plus que l'inflation vient pénaliser les marges des entreprises et peut rapidement remettre en cause leur rentabilité, donc leurs capacités de remboursement.

Ces deux variables permettent d'expliquer les plus fortes déviations de notre échantillon (cf. tableau 4). Les bonnes positions de la Malaisie, de la Thaïlande ou de l'Afrique du Sud peuvent ainsi être comprises en tenant compte de leur faible inflation et de leur bonne notation en matière d'Etat de droit. A l'inverse, celle de l'Argentine correspond à un respect de l'Etat de droit inférieur et à une inflation supérieure au reste des pays de l'échantillon. Il reste plus difficile d'expliquer la position du Vietnam, qui a connu une inflation forte et se trouve mal noté en matière d'Etat de droit, alors même qu'il se situe très au-dessus de la droite.

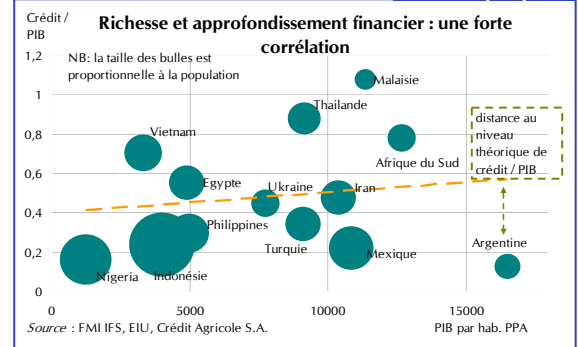
Une évolution contrastée depuis 2002

L'analyse des évolutions du crédit et du PIB par habitant depuis 2002 permet de former une typologie des pays. En effet, si l'ensemble des Prochains 13 a connu un accroissement de son niveau de PIB par habitant en PPA sur la période 2002-2006, les destinées des secteurs bancaires ont été plus contrastées (cf. graphique 4).

● La crise asiatique a laissé des traces profondes

Parmi les pays qui ont vu leur intermédiation bancaire se rétracter se trouvent les pays asiatiques. Ils

Graphique 3



10. Un modèle de régression linéaire simple a été utilisé. L'échantillon des 13 pays a été complété afin que les estimations soient valides. Au total, 41 pays émergents sont inclus.

11. La Banque mondiale propose une mesure de l'Etat de droit, c'est-à-dire du degré de protection des personnes et des biens contre la violence et le vol, du degré d'indépendance et d'efficacité de la magistrature et du respect des contrats.

Tableau 3

Ecarts des pays par rapport à leur niveau théorique de crédit / PIB : coefficients des variables explicatives

	Taux réel de prêt	Inflation	Etat de droit	Poids des banques publiques	Constante
Coefficient	-0,41	-1,78	10,06	0,10	13,48
Significativité	non	10%	10%	non	15%

R² du modèle : 21% ; sur la base de 41 pays émergents
Source : calculs Crédit Agricole S.A.

Tableau 4

Etat de droit et inflation : les deux variables explicatives des écarts à la tendance

	Déviations points de %	Etat de droit	Inflation (%)
Malaisie	61	0,52	2,7
Thaïlande	44	-0,05	4,0
Argentine	-40	-0,71	8,3
Vietnam	34	-0,54	7,9
Afrique du Sud	29	0,32	4,3
Moyenne échantillon	0	-0,22	6,7

Source : calculs Crédit Agricole S.A.

ont continué à purger les excès du milieu des années 1990, avec en particulier la Malaisie (-13 points de crédit / PIB), la Thaïlande (-15 points) et les Philippines (-7 points), la situation étant stabilisée dans ce dernier pays depuis 2005. Les banques avaient alors financé l'économie à court terme et en devises, et de manière excessive. La Malaisie et la Thaïlande restent encore très au-dessus du niveau prêté par leur développement économique, même si l'Etat de droit et l'inflation permettent d'expliquer une part (de l'ordre de 20 %) des déviations. Dans un contexte de retour à la croissance du crédit, et même si cette dernière n'est pas suffisante pour empêcher la baisse du ratio crédit sur PIB, les réformes se multiplient en Thaïlande et en Malaisie. Il s'agit de rendre les acteurs plus compétitifs et de moduler la concurrence. Il convient ainsi de la diminuer en Thaïlande, *via* des fusions pour consolider les banques peu capitalisées, et de l'augmenter en Malaisie, *via* la levée graduelle des restrictions vis-à-vis des banques étrangères.

● **Le manque de réformes du système bancaire pénalise certains pays**

Les trois autres pays composant ce premier groupe ont enregistré des baisses de leur ratio crédit / PIB moins spectaculaires. Au Nigeria, ce ratio est resté stable, mais à un niveau très faible. Les carences du cadre institutionnel restent un obstacle au décollage du crédit. En Egypte (-7 points pour le ratio crédit / PIB depuis 2002), le système bancaire reste dominé par des banques publiques qui souffrent encore de la faible qualité de leurs actifs, restent sous-capitalisées et

L'Argentine est un cas particulier avec une baisse de 2 points de son ratio crédit / PIB sur la période. Le secteur bancaire joue un rôle réduit dans la croissance du pays (l'Argentine est par ailleurs le pays qui a connu le plus fort accroissement de son PIB par habitant en PPA sur la période 2002-2006). La méfiance généralisée de la population vis-à-vis des banques n'est pas étrangère à cette situation. Depuis la crise de 2001-2002, les Argentins hésitent en effet à placer leur épargne dans les banques. Ils préfèrent l'immobilier ou le cash, ce qui limite les ressources disponibles des banques. L'offre des banques reste également assez peu adaptée à la demande, avec des prêts à taux variables peu attractifs dans le contexte d'imprévisibilité de l'économie argentine, ou encore avec la nécessité de fournir des documents légaux – alors qu'une bonne partie de l'économie est souterraine.

● **La croissance du crédit n'est modérée que dans deux pays : Indonésie et Mexique**

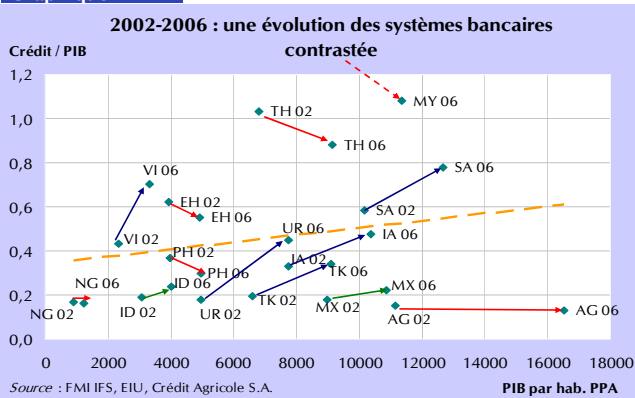
Indonésie et Mexique forment un groupe intermédiaire. Leur ratio de crédit / PIB a augmenté d'un à deux points par an depuis 2002, tout en restant à des niveaux en deçà de 25 % du PIB. Cette croissance modérée, en ligne avec la croissance économique, laisse le temps aux institutions de se réformer. Elle limite l'accumulation de risques liés à l'endettement. Une accélération de crédit est néanmoins constatée au Mexique dans la période récente, tout en étant accompagnée de réformes structurelles.

● **Une croissance trop rapide crée des risques bancaires importants**

Les cinq pays restant ont connu une croissance du ratio crédit / PIB très rapide, gagnant en cinq ans entre 15 points (Turquie et Iran) et 27 points (Vietnam et Ukraine), l'Afrique du Sud gagnant 19 points. Mis à part le Vietnam, c'est en grande partie en effet sous la droite de régression en 2002. Cette croissance extrêmement rapide entraîne néanmoins une mutation radicale du paysage bancaire.

Dans une période de cycle haussier, comme en 2002-2006, les risques s'accumulent. Ils se matérialisent en risque de crédit lorsque le cycle se retourne. De manière générale, des réformes d'envergure doivent être menées, notamment en matière de gestion des risques, afin de permettre au système de supporter les risques inhérents à cette croissance. A cet égard, le Vietnam est symptomatique. Le plan de réforme promu par le gouvernement comporte une recapitalisation des

Graphique 4



Notes du graphique 4 :

SA= Afrique du Sud, AG= Argentine, EH= Egypte, ID= Indonésie, IA= Iran, MY= Malaisie, MX= Mexique, NG= Nigeria, PH= Philippines, TH= Thaïlande, TK= Turquie, UR= Ukraine, VI= Vietnam.

risqués dans les années 1990, grèvent leurs bilans. Cependant les réformes sont lancées, et l'acquisition d'acteurs publics par des groupes étrangers laisse augurer de meilleurs jours pour le système bancaire égyptien, une fois les bilans assainis.

banques d'Etat. Elle est cependant retardée par le manque de transparence des bilans, en particulier sur les montants de créances douteuses. Le succès de la réforme dépend en réalité de la capacité des banques publiques, qui forment toujours la majorité du système bancaire (70 % environ), à réallouer une partie du crédit dirigé aux entreprises publiques vers des crédits au secteur privé, plus rentables car plus sûrs.

Le financement de la croissance doit, de plus, être assuré. Or, la liquidité est tendue avec des ratios crédits / dépôts supérieurs à 100 % pour l'ensemble des pays de ce groupe, exceptée la Turquie. Parmi les 13 pays retenus, ce sont les seuls concernés par ce problème de liquidité. Ces pays pourraient donc souffrir du retournement de cycle qui se profile.

D'un côté, les Prochains 13 ne forment pas, loin s'en faut, un groupe homogène quant à leur développement bancaire : le processus "d'approfondissement financier" est déjà très avancé dans certains pays, avec des ratios de crédit au secteur privé sur PIB dépassant 80 voire 100 %, alors que les banques jouent un rôle de financement de l'économie beaucoup moins significatif pour d'autres. Les trajectoires bancaires de ces pays n'ont donc pas toujours été parallèles aux trajectoires de croissance puisque, malgré ces différences, tous ont connu un essor. Ceci étant, leur avenir repose, au moins en partie, sur la poursuite du

développement de leur système bancaire. Les réformes et restructurations entamées dans la plupart des pays sont, de ce point de vue, plutôt rassurantes.

D'un autre côté, les Nouveaux 13 ont des atouts pour réussir à s'imposer dans une économie mondialisée. Mais des défis les attendent. Tous ne parviendront peut-être pas à un niveau supérieur de développement. Sans doute, la trajectoire de croissance ne sera-t-elle pas une courbe régulière et sans rupture. Même si certains ont su affronter ces difficultés (Mexique en 1995, Argentine en 2002) et finalement rebondir, l'incertitude majeure est la question de la stabilité institutionnelle et en définitive celle du risque politique (Nigeria, Iran par exemple). **Autrement dit, les Nouveaux 13 doivent transformer l'essai.** ■

Auréliе FONTAGNÉ

01 43 23 08 15

aurelie.fontagne@credit-agricole-sa.fr

Francis NICOLLAS

01 43 23 65 48

francis.nicollas@credit-agricole-sa.fr

Sylvain LACLIAS

01 43 23 65 55

sylvain.laclias@credit-agricole-sa.fr

Les Prochains Défis

En contrepoint de l'exercice de prospective visant à identifier les Nouveaux 13, ces 13 meilleurs potentiels de croissance, nous mettons en avant les contraintes sérieuses qu'ils devront surmonter, afin de réaliser leur développement. Bien entendu, ces facteurs potentiels sont interdépendants et il est rare de pouvoir en incriminer un seul. Trois dominent toutefois : les tensions politiques, l'accès à l'électricité, l'accès à l'eau douce.

Les tensions politiques

La stabilité politique est indispensable à la pleine réalisation du potentiel économique d'un pays¹. *De facto*, chacun des Prochains 13 aura affaire à des enjeux politiques, potentiellement déstabilisateurs. Toutefois, plutôt que de dresser une liste exhaustive des futures tensions politiques auxquelles pourraient être confrontés ces pays, il nous a paru plus judicieux ici de continuer le travail de « quantification » du domaine politique entamé lors du numéro d'*Eclairages* d'octobre 2007. Nous y avons principalement développé

les thèmes de la gouvernance et des tensions ethno communautaires. Néanmoins, d'autres pistes avaient été suggérées, à l'instar des tensions liées aux relations internationales (liens de vassalité / suzeraineté, environnement régional...) et celles liées à l'économie ou au social (répartition des richesses et du pouvoir entre différents groupes, perception par la population des résultats économiques, questions démographiques, urbanisation...).

A travers les exemples du Nigeria, de l'Argentine et de l'Iran, seront ici étudiées quatre facettes différentes du risque politique.

¹ Pour plus d'informations, se référer notamment au site de la Banque mondiale (<http://www.worldbank.org/depweb/english/beyond/global/chapter6.html>).

Nigeria : un « défi ethnique »

Si la population du Nigeria constitue un indéniable potentiel de croissance à long terme, force est de constater qu'à plus court terme, cette population demeure divisée par d'importantes tensions ethniques.

Le Nigeria compte en effet plus de 250 ethnies et affiche ainsi un coefficient de fragmentation ethnique² parmi les plus élevés au monde : 0,85. Théoriquement, une hétérogénéité ethnique élevée agit indirectement sur la croissance (notamment en favorisant des comportements de recherche de rentes et en réduisant les possibilités de *consensus* lors des choix de biens publics³) et sur la gouvernance (l'Etat semblant avoir plus de mal à assurer sa fonction de redistribution en faveur des plus démunis dans les sociétés fragmentées⁴). Facteur aggravant, cette fragmentation ethnique s'accompagne d'une forte dispersion des revenus⁵. Les tensions se cristallisent principalement sur la région du Delta du Niger, qui concentre également la majorité des réserves énergétiques du pays. Depuis les années 1990, cette région est le théâtre d'affrontements violents, notamment entre les autorités fédérales et le MEND⁶. Si le conflit s'explique en partie par des raisons économiques et environnementales, les explications sont également ethniques : les militants du MEND, principalement issus de la tribu Ijaw (à 95 % catholique), s'estiment exclus du pouvoir politique et de la rente pétrolière, confisqués par les tribus musulmanes du nord et de l'ouest du pays (ethnies Yorubas et Fulani notamment). Ces événements (avec leur cortège de kidnappings et de destructions d'infrastructures...) auraient amputé plus de 20 % de la capacité d'extraction pétrolière (estimée à près 3,2 millions de barils/jour). Malgré la nomination en tant que vice-président d'un ancien gouverneur de la région, les pourparlers entre le pouvoir et les leaders du MEND demeurent compliqués. Ce

« défi ethnique » ne remet pas en cause le potentiel de développement du pays, mais pourrait le retarder.

tions et la vigueur de la demande intérieure, soutenue notamment par les politiques hétérodoxes des « présidents Kirchner »⁷, ont permis à l'Argentine d'opérer un spectaculaire redressement après la crise économique de 2001. Symbole fort, le PIB réel a désormais retrouvé le niveau atteint avant 2000. Toutefois, cette expansion économique rapide s'accompagne de tensions (cf. graphique 1). Tout d'abord, si les chiffres officiels limitent l'inflation à 9,6 % en 2007⁸, ceux-ci doivent être pris avec précaution : face à une hausse des prix atteignant 26 % en 2002, le président Kirchner avait combiné un contrôle des prix, pour certains produits de base, à un gel des tarifs des services publics. Aussi, les sources privées évaluent plutôt l'inflation aux alentours de 20 %. Outre un scepticisme concernant les chiffres officiels, qui ne participe pas au bon climat des affaires, le contrôle des prix détériore la rentabilité des entreprises concernées. *In fine*, ceci nuit à l'investissement alors même que les capacités de production, en constante progression depuis 2002, sont proches de la saturation, notamment dans le secteur de l'énergie. Conséquence : au second trimestre 2007, la multiplication de coupures d'électricité a notamment contribué à une baisse de la production industrielle. Face à une demande en constante progression, la production électrique ne progresse pour ainsi dire pas, et bien que disposant d'abondantes ressources de gaz naturel, le manque d'investissements dans ce secteur a presque fait cesser toute activité d'exploration. La présidente Fernandez de Kirchner avait de fait annoncé une hausse des tarifs énergétiques au premier trimestre 2008, qui n'a toutefois pas encore été implémentée. Aussi, une crise énergétique majeure est probable d'ici à 2009, ce qui aggraverait le ralentissement économique déjà prévue et fragiliserait la présidente.

Outre ces conséquences directes, les performances économiques en retrait auront probablement des répercussions politiques *via* leur perception par la population. La période d'hyperinflation des années 1980 a laissé de mauvais souvenirs. Sur la période allant de 1987 à 1993, l'inflation annuelle a atteint 870 % en moyenne. La hausse des prix actuels risque d'être source de tensions, par exemple lors des négociations salariales nationales prévues pour le second trimestre 2008. Hugo Moyano, leader du plus puissant syndicat argentin, et traditionnel allié du couple Kirchner, a déjà indiqué qu'il considérerait que les chiffres officiels sous-estimaient l'inflation, et que les revendications salariales seraient donc bien supérieures à ceux-ci.

2. Coefficient calculé par A. Alesina, A. Devleeschauwer, W. Easterly, S. Kurlat et R. Wacziarg, "Fractionalization", 2003.

3. Voir notamment W. Easterly et R. Levine, "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions", 1997.

4. Voir notamment R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny, "The Quality of Government", 1998.

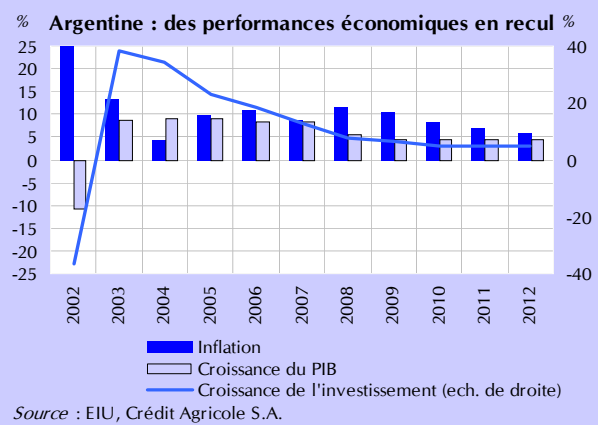
5. Ainsi, le coefficient de Gini du Nigeria avoisine 0,5.

6. Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger.

7. Christina Fernandez de Kirchner a été élue en octobre 2007 à la présidence du pays, succédant ainsi à son mari Nestor Kirchner, élu président en mai 2003.

8. Source : INDEC (Instituto Nacional de Estadísticas y Censos).

Graphique 1



Argentine : des tensions économiques
Le dynamisme des exporta-

Ces tensions économiques risquent d'être exacerbées par l'aggravation des inégalités. Ainsi, outre la persistance d'importantes disparités entre les secteurs formels et informels⁹, le coefficient de Gini, qui avoisinait 0,4 en 1986, dépasse désormais 0,5.

Iran : des tensions extérieures évidentes... et des tensions intérieures préoccupantes

Si l'Iran est au cœur des préoccupations des médias depuis plusieurs années, ce n'est pas grâce à son indéniable potentiel de croissance, mais en raison de l'épreuve de force continue entre les Etats-Unis et Téhéran sur le dossier nucléaire, engagée depuis l'élection du président Ahmadinejad en août 2005.

Du côté iranien, l'accès à la technologie nucléaire est perçu comme le symbole d'un Etat moderne, mais également comme le moyen d'assurer une indépendance énergétique – mise à mal par la stagnation de l'extraction pétrolière depuis les années 1970¹⁰. En revanche, l'Europe et les Etats-Unis ne veulent absolument pas que l'Iran maîtrise l'arme nucléaire, même si la position occidentale paraît moins claire quant à la possibilité de voir Téhéran se doter de la technologie nucléaire (qui permettrait notamment la construction de centrales nucléaires). Aussi, les tensions géopolitiques demeureront fortes en 2008. Il est probable que les Etats-Unis et l'Europe renforcent leurs sanctions diplomatiques et commerciales, ce qui ne devrait pas modifier la position iranienne. En effet, des nations émergentes majeures, tels la Russie ou la Chine, combleront le « manque à gagner »¹¹. Par ailleurs, le large soutien populaire envers la diplomatie actuelle d'Ahmadinejad, couplé à la complexité et à la « pesanteur » du système politique iranien, ne plaide pas en faveur d'une rapide inflexion de la politique extérieure. La possibilité de frappes militaires américaines et/ou israéliennes, autre scénario envisageable, s'est éloignée suite au dernier rapport de la NIE (*National Intelligence Estimates*), qui indique que l'Iran n'est pas une menace nucléaire dans l'immédiat. Ce rapport, remis le 3 décembre 2007, note que l'Iran a stoppé ses recherches concernant l'arme nucléaire et que le pays ne pourra pas produire une bombe nucléaire avant 2010 au plus tôt. Enfin, même si l'Iran et les Etats-Unis ont certains intérêts stratégiques en commun (la sécurisation du pétrole dans le Golfe, le maintien d'un gouvernement chiite en Irak ou le non-retour des Talibans en Afghanistan), la probabilité d'une solution diplomatique demeure faible.

A ces tensions géopolitiques s'ajoutent par ailleurs des tensions intérieures, moins médiatisées mais peut-être plus importantes, dues principalement à une gouvernance préoccupante. Ainsi, si l'on considère une moyenne des six indicateurs de gouvernance, fournis annuellement par la Banque mondiale, l'Iran se trouve classé 184^e position sur 212 pays en 2006. Or « théoriquement », de nombreuses études indiquent que la gouvernance agit sur la bonne tenue des variables macroéconomiques¹². L'Iran en est un parfait exemple. Depuis son élection, le président Ahmadinejad multiplie les erreurs de politiques économiques. Malgré la hausse des cours du pétrole, l'Iran affiche une croissance relativement modeste, alors que l'inflation dérape (+20 % attendu en 2008). Le président a par ailleurs supprimé des institutions telles que la *Management and Budget Organisation* et le *Money and Credit Council*, qui représentaient autant de contre-pouvoirs économiques stabilisateurs. Or l'inflation mécontente ceux qui étaient les premiers soutiens d'Ahmadinejad, la frange la plus pauvre de la population, alors même que l'*establishment* iranien reproche déjà au président de mettre en jeu la sécurité de l'Etat. De fait, les élections législatives prévues en mars 2008 pourraient voir le retour des modérés / réformateurs¹³, paraissant plus à même d'assurer la bonne gouvernance du pays.

La question de l'électricité

Selon l'Agence Internationale pour l'Energie (AIE), 1,6 milliards d'individus¹⁴ vivent sans électricité, soit environ un quart de la population mondiale. La moitié d'entre eux est localisée en Asie du Sud et un petit tiers en Afrique subsaharienne. Les populations sud-américaines sont nettement moins concernées par le phénomène grâce aux réformes mises en œuvre dans les années 1980. Les projections ne font pas état d'une franche amélioration à l'horizon 2030. Il est question de 1,4 milliard de personnes toujours privées d'électricité¹⁵ (environ 17 % de la population mondiale) et toujours aussi fortement concentrées en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Le nombre d'individus vivant sans électricité pourrait même augmenter de 11 % en Afrique subsaharienne, alors qu'il baisserait ailleurs.

Pauvreté et électricité

Ce sont évidemment les populations les plus pauvres qui n'ont pas accès à l'électricité. La représentation sur un même graphique du pourcentage de la population vivant avec moins de

9. Ce dernier concentre plus de 40 % des emplois argentins.

10. À titre d'exemple, la production iranienne de pétrole s'est élevée en 2006 à 4,3 millions de barils/jour, à comparer au pic atteint en 1976 avec 5,9 millions de barils/jour. Source : BP Statistical Review of World Energy 2007.

11. Il est ainsi intéressant de noter que près de 80 % des contrats pétroliers iraniens ne sont pas libellés en dollars.

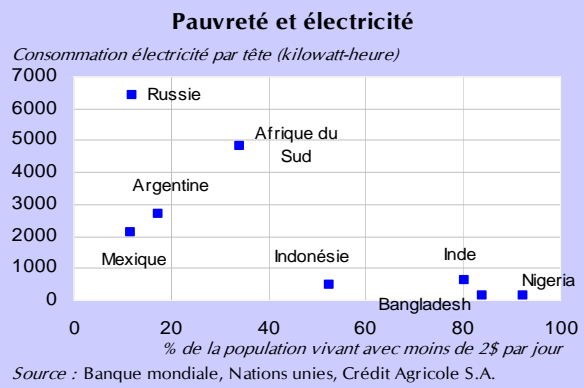
12. Voir notamment D. Acemoglu, S. Johnson, J. Robinson et Y. Thaicharoen, "Institutional Causes, Macroeconomic Symptoms: Volatility, Crises and Growth", 2002.

13. Conduits notamment par le rival d'Ahmadinejad aux dernières élections présidentielles, Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, et son prédécesseur au poste de président, Mohammad Khatami.

14. Source: International Energy Agency - World Energy Outlook, 2002.

15. La projection de l'AIE dépend des revenus, des politiques de tarification de l'électricité, de l'investissement en infrastructures et de la migration de la population dans des zones rurales et urbaines.

Graphique 2



deux dollars par jour (définition de la pauvreté au sens large par les Nations unies) et la consommation d'électricité par habitant illustre ce fait (cf. graphique 2). Allant dans ce sens, une étude de

l'AIE datant de 2004 montre un lien étroit entre le niveau de développement humain¹⁶ et la quantité d'énergie par tête¹⁷.

Ainsi, la moitié de la population en Indonésie et au Nigeria n'a pas accès à l'électricité. Ces deux pays, et surtout le second, se positionnent parmi ceux ayant la consommation d'électricité par tête la plus faible au monde. De manière générale, ils souffrent de sous-investissement en infrastructures électriques et de mauvaise gestion, occasionnant de fréquentes coupures. **L'Afrique du Sud est un cas à part.** Sa consommation d'électricité par tête le classe au niveau du Portugal. 30 % de la population n'a pas accès à l'électricité pourtant. Il faut sans doute voir là les effets du caractère dual de l'économie sud-africaine, où les inégalités salariales sont parmi les plus importantes au monde.

Investissements et défis à relever

Le problème d'électricité qui touche ces trois pays n'est pas une fatalité. L'accès à l'électricité pour tous est possible, mais demande des investissements en infrastructures (centrales électriques, réseau de distribution) lourds et coûteux. L'AIE parle d'ailleurs de plusieurs centaines de milliards de dollars d'investissements nécessaires au cours des vingt prochaines années pour éclairer l'ensemble du globe.

Les autorités gouvernementales sont conscientes de ce problème et ont annoncé des objectifs ambitieux. Le défi majeur pour ces trois pays reste cependant de trouver des financements. Les aides au développement ne suffiront pas. L'Etat devra avoir recours à l'endettement. Mais là encore, cela risque d'être insuffisant. En dépit de l'amélioration des comptes publics et externes ces dernières années, la marge de manœuvre en terme d'endettement public est relativement limitée. Il faudra alors compter sur le secteur privé, notamment via des *Private Public Partnership*. Et les autorités publiques devront veiller à l'amélioration de l'environnement des affaires.

La question de l'eau

La croissance des Prochains 13 pourrait être en butte à des blocages qui tiennent à trois éléments longtemps occultés : la disponibilité et l'accès à l'eau douce, l'organisation alimentaire qui en découle et la population.

La croissance des émergents, au cours des dernières années, ne doit en effet pas faire oublier que sur les neuf milliards d'habitants que comptera le monde en 2050, huit seront issus des pays en développement (PED). La grande question des Etats sera de savoir comment nourrir ces populations et à quel prix, d'autant plus que le réchauffement climatique renforcera les difficultés de nombre de ces pays au cours du XXI^e siècle. D'ici à 2080, la production de céréales des PED pourrait baisser de 3,3 à 7,2 %, alors que celle des pays développés augmenterait entre 2,7 et 9 %¹⁸.

Qu'est ce que le stress hydrique ?

Pour les experts, un pays qui dispose de moins 500m³ par habitant et par an est généralement en situation de stress hydrique. Cette quantité minimum d'eau est en effet jugée nécessaire pour permettre d'atteindre, en théorie, un niveau minimum de sécurité alimentaire. Vingt et un pays dans le monde sont, à ce titre, en situation de pénurie d'eau, principalement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les Prochains 13 ne sont ici pas concernés. Tous dépassent, parfois très largement, ce seuil.

Plus généralement, il est question de stress hydrique lorsque la consommation en eau dépasse les ressources disponibles. Dans cette acception, les causes en sont multiples et un risque hydrique peut survenir alors même que les ressources en eau sont initialement suffisantes. L'UNESCO en distingue trois :

- écologique ou le manque de ressources naturelles en eau dans une région (désert, région aride...);
- économique ou la surutilisation des ressources en eau induite par l'économie, et ses modalités de croissance et de développement;
- sociale ou l'altération des ressources en eau en raison de la présence de « forces sociales et économiques complexes qui affectent l'équilibre naturel d'une région »¹⁹.

Nous pourrions ajouter une quatrième cause : politique. La question de l'eau douce est souvent transfrontalière et peut devenir une cause de conflit²⁰.

16. Cet indice prend en compte trois éléments : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisme et le PIB par tête (en PPA).

17. World Energy Outlook 2004 - L'indice EDI introduit en 2004 par l'AIE permet de comprendre le rôle de l'énergie dans le développement humain. L'indice EDI est composé de la consommation énergétique commerciale par tête, la part de l'énergie commerciale par rapport à la totalité de l'énergie utilisée, la part de la population ayant accès à l'électricité. Le lien entre l'indice EDI et l'indice HDI est très étroit.

18. Adapté par FAO depuis Tubiello et Fisher 2007.

19. UNESCO, "Water, a shared responsibility", Chap.11, 2007.

20. Il existe 224 étendus transfrontalières d'eau douce dans le monde (FAO, 2007).

Croissance industrielle et stress hydrique

La croissance économique des 13 pays retenus se concentre essentiellement dans les zones urbaines et relève en partie de l'industrie. Les populations urbaines sont généralement en forte croissance, notamment en raison d'un exode rural important. A un stade plus avancé de développement, on constate souvent que des réformes agraires et foncières viennent au final renforcer de grands exploitants terriens, seuls capables d'investir dans l'agriculture et de subvenir aux besoins des grandes villes à forte densité de population grâce à une agriculture intensive. Les petits paysans sont rarement vus comme une source de croissance économique importante. Ce schéma que l'on peut qualifier de « classique », est renforcé par l'aide internationale qui ne s'oriente que très peu vers l'agriculture : seulement 4 % de l'aide aux PED concerne l'agriculture²¹. Aussi, la croissance de la productivité agricole est souvent très en retard par rapport à celle de l'industrie en raison du sous investissement dans ce secteur. Un chiffre illustre bien la perte engendrée : **60 %²² de l'eau d'irrigation utilisée avec des techniques agricoles traditionnelles est perdue lors du transport.**

Aujourd'hui, dans un contexte où la demande de biens agricoles, notamment de céréales, est en forte hausse et que les prix flambent (cf. graphique 3), les tensions alimentaires se ravivent et la question de l'eau redevient un sujet de préoccupation majeure. Trois pays parmi les Prochains 13 illustrent bien ces défis : le Nigeria, l'Égypte et le Mexique.

Nigeria : gestion problématique des revenus pétroliers

Pour le Nigeria, la nourriture est un réel défi. Certaines zones du pays connaissent déjà des carences alimentaires. Près des deux cinquièmes de la population souffrent, à un degré plus ou moins important, de maladies liées à des carences alimentaires. Le pays compte pourtant pas moins de 60 millions de paysans, mais ces derniers pratiquent principalement une culture de subsistance et peu productive (un tracteur pour 1700 paysans). Les paysans individuels génèrent près de 90 % de la production agricole et leurs techniques d'irrigation sont généralement anciennes, et peu économes en eau.

Le stress hydrique nigérian peut paraître limité au premier abord. Le pays dispose du bassin du Niger, du lac Tchad au nord, de bassins d'eau au sud-ouest et au sud-est, de nombreux fleuves, ainsi que de réserves souterraines importantes.

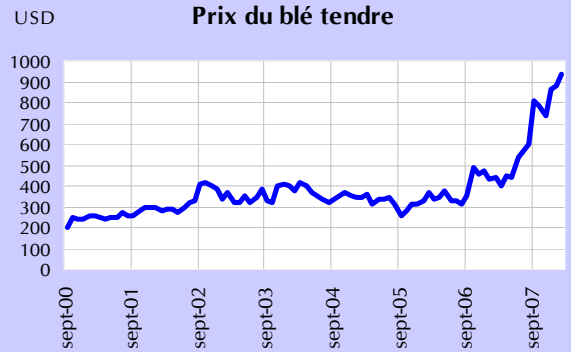
Ces ressources considérables pourraient donc permettre la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces des terres cultivables (60 % du pays). Un important programme d'investissement avait d'ailleurs été initié dans ce but durant le boom pétrolier des années 70.

Alors que le pays dispose aujourd'hui d'importantes liquidités liées aux exportations de pétrole, il convient de se pencher sur le succès très mitigé des investissements passés. En 2004, seulement 20 % des terres couvertes par ces programmes avaient effectivement été équipées de systèmes d'irrigation²³. Les raisons en sont multiples : sous financement, niveaux d'entretien et de support technique insuffisants, incohérence dans les stratégies et le suivi, population rurale réticente... Le Nigeria a donc encore du chemin à accomplir pour résoudre ses problèmes hydrique, agricole et alimentaire.

Égypte : la question de l'eau dans l'agriculture

L'Égypte aussi connaît un problème d'eau. Ce pays, avec 1175 m³ par habitant et par an, n'en manque pourtant pas. Il a néanmoins connu l'été dernier des manifestations populaires importantes qualifiées de « révoltes des assoiffés ». Il existe en fait un grand écart d'accès à l'eau entre villes et campagnes²⁴, et au sein d'une même ville en fonction des revenus.

Au niveau agricole, les défis sont tout aussi importants : les subventions sur le pain coûtent chaque année près de 800 millions de dollars. Le pays se spécialise dans des productions agricoles à forte valeur ajoutée, comme le coton, au détriment des céréales dont il est le troisième importateur net mondial, derrière le Japon et le Mexique²⁵. Pourtant, la consommation en eau de ces cultures est importante et 80 % des ressources du pays partent dans l'irrigation. Alors que des tensions sur le partage des eaux du Nil se profilent avec le Soudan, l'Érythrée et dans la région des Grands Lacs en général, le pays devrait être incité à plus de prudence et ne plus considérer que les réserves du barrage d'Assouan sont éternelles.



Source : Datastream, Crédit Agricole S.A.

21. La Banque mondiale, « L'agriculture au service du développement », 2007.

22. Ibid.

23. Ibid.

24. Ibid.

25. FAO, 2007.

Mexique : déforestation et pollution de l'eau

Le véritable défi du Mexique tient plus à la pollution de l'eau (seulement 9 % des eaux de surfaces sont non polluées²⁶) qu'à son accessibilité. Le Mexique exploite ses sous-sols, riches en minerais (argent, or, zinc, cuivre) et en énergie (gaz, pétrole), et ses forêts. Or, la déforestation (600 000 hectares/an), la dégradation et la pollution des sols affectent directement la qualité de l'eau et indirectement l'irrigation agricole. La dégradation des sols agricoles entraîne²⁷ une perte de productivité estimée à plus de 3 milliards de dollars US par an, pour le secteur agricole. Elle provoque aussi une hausse des coûts de production agricole en rendant les engrais chimiques de plus en plus nécessaires. Les petits paysans sont de ce fait évincés par la hausse des coûts. Ce qui accroît le risque de pénurie alimentaire car, comme au Nigeria ou en Egypte, la part des paysans individuels dans la production est très majoritaire (70 %). Des investissements sont nécessaires à de nombreux niveaux, à la campagne comme en ville (les coupures d'eau touchent 50 % de la population urbaine), et nécessiteront certainement une hausse du coût de l'eau, aujourd'hui deux fois inférieurs à la moyenne sud-américaine²⁸.

26. World Bank: *IPER Mexico Infrastructure Public Expenditure Review (IPER)*, 2005.

27. Southwest consortium for environmental research and policy (SCERP), bulletin N°8, août 2006.

28. *Ibid.*

Pour ces trois pays, des réformes agraires seront inévitables, car il est de plus en plus dur de faire cohabiter, d'un côté, une économie en croissance grâce à son industrie, et d'un autre, un monde rural qui en subit les pollutions sans pour autant voir sa productivité augmenter.

Pour ces pays, la sécurité alimentaire et l'accès à une eau non polluée demeurent possibles, mais uniquement si les priorités industrielles n'éclipsent plus l'agriculture et si les paysans sont formés et soutenus. Les prix élevés des produits agricoles devraient les inciter à aller dans ce sens. ■

Riadh EL-HAFDHI

01 57 72 33 55

riadh.el-hafdhi@credit-agricole-sa.fr

Cynthia KALASOPATAN

01 43 23 49 27

cynthia.kalasopatan@credit-agricole-sa.fr

Clément GILLET

01 43 23 65 68

clement.gillet@credit-agricole-sa.fr

Directeur de la publication : Jean-Paul Betbèze
Rédaction en chef : Jean-Paul Betbèze — Sylvain Laclias
Réalisation et secrétariat d'édition : Véronique Champion-Faure — Sophie Bigot

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques
75710 PARIS cedex 15 — Fax : +33 1 43 23 24 68
Copyright Crédit Agricole S.A. — ISSN 1248 - 2188
Gestion des abonnements : publication.eco@credit-agricole-sa.fr
Internet : <http://www.credit-agricole.com> - Etudes Economiques

« Cette publication reflète l'opinion du Crédit Agricole à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole ou de l'une de ses filiales. Le Crédit Agricole ne garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Le Crédit Agricole ne saura donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. »